



Le consensus

SWAPS

de Vienne

62^e session de la Commission des stupéfiants

Santé, réduction des risques et usages de drogues N° 91 / 2^e trimestre 2019

Cannabis :
vers l'ère industrielle / 4

La légalisation du cannabis
sous le regard des intervenants de santé / 8

La CND à Vienne :
une valse à mille temps ? / 10

Segment ministériel :
enjeux et contexte / 15

Que retenir
de la 62^e Session de la CND ? / 20

La crise des opioïdes / 22

Un grand pas
pour les droits de l'homme ? / 24

Scènes de consommation
à haut risque / 25

Un nouveau groupe de recherche
et d'études cliniques sur les cannabinoïdes
en France : **le Grecc** / 34

Scènes de consommation à haut risque

Vincent Benso / Swaps, Techno +, Trend/OFDT
Didier Jayle / Swaps

« Envoyés spéciaux » sur les scènes d'Aulnay, Aubervilliers et Marseille, Vincent Benso et Didier Jayle témoignent de la redynamisation des scènes ouvertes de consommation, à l'époque où paradoxalement les grandes villes se dotent de salles de consommation dites à moindres risques.

Quand on évoque les scènes de consommation, c'est souvent pour faire référence à un « ailleurs » temporel – et notamment pour les plus vieux ou les historiens des drogues, les années 1980 avec l'îlot Chalon¹ –, géographique – Madrid et ses bidonvilles gitans, les quartiers de São Paulo et de Rio de Janeiro surnommés Cracolândia, le « pays du crack », ou bien spatiotemporel comme le Platzspitz du Zurich des années 1980. Si c'est bien dans les années 1980 que le modèle a émergé en France, il semble n'avoir pas survécu à la récession de l'héroïne qui a marqué les années 1990. L'histoire des scènes de consommation en France reste à écrire, mais les points névralgiques de crack du Paris des années 1990 de Stalingrad ou de la Goutte d'Or relèvent d'un autre modèle : moins gros, moins clairement délimités et plus mobiles, l'espace y est partagé avec d'autres usagers. Ils apparaissent plus comme des points de rendez-vous que des scènes ouvertes à proprement parler.

Il est difficile d'établir un point de départ précis du renouveau des scènes de consommation en France tant la situation actuelle est le prolongement d'une évolution progressive. Toujours est-il que la « Colline » près de la Porte d'Aubervilliers ou une certaine portion de la zone de sécurité prioritaire à cheval sur Aulnay et Sevran, ou encore Frais Vallon à Marseille remplissent tous les critères de scènes de consommation de premier ordre : le nombre d'usagers les fréquentant, la présence de certains d'entre eux 24h/24, l'omniprésence de la consommation... De quoi choquer les

riverains qui s'étonnent de l'inaction de la police sans réaliser la difficulté que représente le démantèlement de tels lieux, avec généralement pour seul résultat un simple déplacement de la scène. Qu'on pense à l'îlot Chalon qui a nécessité rien moins que la destruction et la reconstruction de tout un quartier, ou à la Colline, dont les usagers maintes fois expulsés sont toujours revenus, parfois au même endroit, parfois à une centaine de mètres...

Il n'y a pas de solutions simples à ces situations complexes et le but de ce reportage partiel n'est pas de dénoncer un supposé laisser-aller, encore moins d'encourager des actions policières qui se traduisent souvent sur le terrain par encore plus de risques pris par les usagers. D'autant qu'avec la Loi de santé publique de 2016, une autre gestion est possible : utiliser ces points de fixation comme des ressources... Puisque les usagers y vont en nombre, ne pourrait-on pas y implanter des dispositifs de consommation à moindres risques ? C'est la vision que partage l'ensemble des acteurs du soin que nous avons rencontrés sur ces lieux. C'est aussi une stratégie qui a fait ses preuves dans un certain nombre de villes confrontées à des situations similaires (le Platzspitz de Zurich a donné lieu à la première salle de consommation et à la nouvelle politique dite des quatre piliers). Car au-delà de la gêne occasionnée pour les riverains, ces lieux sont surtout marquants par la précarité qui y règne, le manque d'hygiène, les consommations dans des conditions dramatiques.

¹ cf. Swaps n° 68, Alexandre Marchant, « L'îlot Chalon, le ghetto parisien de la drogue du début des années 1980 »







Aulnay-sous-Bois (93) le 26.11.2018

La scène d'Aulnay/Sevran s'est implantée sur une zone urbaine prioritaire avec quatre cités dont certaines abritent des trafics de cannabis, cocaïne et héroïne, de grands espaces verts (parcs, parties communes de l'hôpital Ballanger), des terrains vagues, des bâtiments et des parkings désaffectés.

Ce secteur, qui était réputé pour abriter trafic et consommation d'héroïne dès le début des années 1980, s'était fait oublier au cours des années 1990. C'est courant 2005 que l'association Safe a remarqué une augmentation des seringues distribuées par l'automate implanté sur ce territoire. Une étude exploratoire confirma la constitution d'une scène d'injection de cocaïne et la décision fut prise d'implanter un Caarud (géré par Safe puis par Aurore) dans l'enceinte de l'hôpital. Depuis, la situation s'est amplifiée: le nombre d'usagers a largement augmenté, de nouveaux trafics se sont implantés dans les cités avoisinantes et à partir de 2009, l'héroïne a refait son apparition, gagnant du terrain depuis. En 2013 la scène a attiré le regard de la presse locale suite à un accident d'exposition au sang dans une école d'Aulnay. Et encore plus en 2018 quand, sous la pression de la mairie, l'ARS a décidé de supprimer les distributeurs de seringues à proximité du Caarud à titre « expérimental » pour une durée de trois mois ! Finalement devant les protestations des associations, « l'expérience » n'a duré qu'un mois.

Aujourd'hui, la scène d'Aulnay/Sevran apparaît comme une des plus grandes scènes d'injection en France. Le nombre de seringues ramassées par terre, dans l'hôpital et les espaces verts à proximité est vertigineux (50 000 par an), au point que le Caarud a embauché un salarié à plein temps, Philippe, pour récupérer les seringues abandonnées. La mission de Philippe est double : médiateur avec les usagers, facilitateur avec le voisinage, bien utile pour désamorcer les conflits. Sur place, ce qui nous a

sauté aux yeux, au-delà de la visibilité de la consommation, ce sont les conditions d'hygiène déplorables, la précarité d'un autre temps qui y règne. Des usagers vivent dans des baraques de fortune, faites de tôle et de cartons, d'autres squattent un bâtiment désaffecté de l'hôpital sans eau ni électricité. Les seringues jonchent le sol par centaines, certaines l'aiguille toujours en place. Cette année, un parking désaffecté a été fermé. Les usagers qui le squattaient dormaient sur des matelas à même le sol, entre les excréments, le matériel de consommation usagé, etc. Que sont-ils devenus, où sont-ils allés ?

L'autre chose qui saute aux yeux est le paradoxe d'usagers qui consomment dans des conditions déplorables à l'intérieur même d'un hôpital, qui comprend pourtant un Csapa en son sein et un Caarud à proximité. Deux structures qui, malgré l'investissement de leurs membres, apparaissent largement dépassées par la situation. Le Csapa n'est quasiment plus en mesure d'effectuer de nouvelles inclusions et le Caarud se contente de parer à l'essentiel. Cette année, son équipe a appelé huit fois les pompiers pour des overdoses d'héroïne ayant eu lieu dans ses environs directs.

Le bâtiment désaffecté de l'hôpital est en bon état, et après quelques travaux il pourrait faire une parfaite salle de consommation à moindres risques. On peut même imaginer que la nuit, il puisse se convertir en centre d'hébergement – comme le font déjà certaines structures.



Pourtant, ce n'est clairement pas la direction prise par les autorités locales qui semblent penser que la présence de dispositifs de RdR attire les usagers. Valère Rogissart, directeur territorial d'Aurore reste optimiste: un nouveau dialogue s'est engagé avec l'ARS et la direction de l'hôpital. La direction de l'hôpital n'a pas donné suite à nos demandes d'interview.

La Colline (Paris XVIII^e) le 21.01.2019

Coincée entre le périphérique parisien et l'autoroute A1, la « Colline » est en réalité à peine un talus. Un espace vert

avec quelques arbres et de l'herbe rare, foulée par quelque 300 personnes qui s'y rendent chaque jour. Certains y vivent au jour le jour, d'autres ne font qu'y passer, se ravitailler en crack, la plupart y restent le temps d'une session de consommation de quelques heures à quelques jours, en fonction de l'argent dont ils disposent et des opportunités qui se présentent. Quelques tentes et cabanes en bois, tissu, tôle et matériaux de récup' témoignent de l'extraordinaire capacité de la Colline à se reconstituer après chaque expulsion policière. La dernière date de quelques semaines, pourtant l'endroit fourmille d'une activité frénétique. **À l'entrée, un homme « balaie » les détrit**



l'aide d'une grande barre de fer. Plus loin, autour de deux braseros de fortune, des groupes d'une dizaine de personnes discutent. Dans leur main on aperçoit les tubes en verre dans lesquels ils fument. Un peu partout, des gens sont éparpillés. Les briquets s'échangent, certains préparent leur prochain kif en s'acharnant à découper les galettes en petits bouts prêts à être fondus dans les grilles métalliques des pipes. Plus loin encore, deux cabanes autour desquelles une vingtaine de personnes attendent. On nous conseille de ne pas trop nous en approcher, c'est généralement là que s'échangent les produits...

À une centaine de mètres, un autre espace du même type, mais moins fréquenté. « *C'est l'ancienne Colline* », nous dit Kuitim, intervenant pour l'association Ego (Espoir Goutte d'Or, aujourd'hui Aurore). Il vient ici depuis plus de dix ans, distribuer du matériel, prendre contact avec les usagers et leur proposer les services du Caarud. Ils sont des dizaines de travailleurs sociaux d'associations diverses à intervenir sur la plus grosse scène de consommation de crack de France. Le travail est d'autant plus compliqué que les *crackeurs* sont souvent « insaisissables » : le *craving* est tel que la consommation se poursuit aussi longtemps qu'il y a du produit. Ensuite c'est le crash, avec souvent une période de repos de plusieurs jours. Un mode de vie difficilement compatible avec les modalités des structures (rendez-vous, horaires fixes, etc.), bien qu'elles tentent de s'y adapter. L'autre difficulté est le magnétisme de la Colline qui est aussi un lieu de vie, parfois principal lieu de socialisation pour certains. La solitude renforce le craving et les histoires d'usagers sortis de la Colline ou de tel squat de crack grâce aux efforts de tel travailleur social, pour y retourner quelques jours plus tard, sont fréquentes. « *Ici c'est comme un aimant [...] Je ne sais pas pourquoi je viens... ça me fait du mal, y'a personne de bien, y'a rien de bien pour moi ici, mais je reviens toujours...* », nous dit une femme rencontrée autour d'un des braseros. Elles sont nombreuses, le quart des usagers à première vue. Pour elles, il est difficile de consommer sans la « protection » d'un homme. Les services sexuels s'échangent et l'homme à la barre de fer nous parlera longuement des effets du crack sur sa libido qui le transforme en bête de sexe... Et des stratégies qu'il déploie pour coucher avec les usagères, notamment les nouvelles sur la Colline qu'il apprécie particulièrement... Il y a aussi des couples. La veille de notre visite, un de ces couples connus de tous est décédé dans une tente sur le boulevard Mc Donald : intoxication au monoxyde de carbone. Nous sommes en



janvier et c'est le troisième décès depuis le début de l'année. Nous rencontrons des « voisins » du couple, sur cette troisième annexe de la Colline qui s'étend sur le boulevard, le long d'un terrain de sport. Une quarantaine d'usagers discutent, assis sur une rambarde. Ils nous parlent de leurs dures conditions de vie, de « l'embrouille » avec les jeunes d'une cité du coin qui veulent avoir le monopole de la vente de crack.

À quelques mètres de là, un campement de migrants. La presse insiste en ce début d'année sur la porosité entre



les deux groupes, mais selon les usagers il est rare que les migrants consomment du crack. **En face, une camionnette s'arrête. Une femme en sort, elle vient de Cergy où elle tient un restaurant chinois. Dans son coffre, deux marmites remplies de nouilles au bœuf. Une queue s'organise dans laquelle les crackers prennent place aux côtés des migrants. Elle ne fait partie d'aucune association, quand elle a le temps, elle vient distribuer un plat chaud qu'elle a préparé, dans des assiettes en plastique.** Sur la Colline, nous avons aussi été interpellés par un homme qui s'inquiétait au sujet d'un de ses compatriotes. *« Vous pouvez prendre le petit là, faut l'emmener à l'hôpital, il a trop fumé... »* Cet agent de sécurité tchéchène passe régulièrement pour

« voir s'il y a d'autres Tchétchènes et les sortir de là ». Il nous montre les photos de sa grande réussite, un homme en train de travailler dans une ferme. C'est lui qui l'a sorti de la Colline. Il peut être fier, parvenir à réellement s'extraire de cet univers est extrêmement difficile. Les associations ont cependant développé une véritable expertise de ce public et des possibilités existent selon les intervenants rencontrés. Un plan crack est en développement, reste à voir si l'objectif réel n'est pas principalement de répondre à la visibilité croissante du crack à Paris. Pour les Jeux olympiques 2024, Saint-Denis – haut lieu du crack en Île-de-France – a été « nettoyé ». Il semble que la Colline va devoir elle aussi se déplacer dans les mois à venir. Selon certains, Aubervilliers devrait accueillir la nouvelle Colline...







Frais Vallon (13)

le 17.12.2018

À Marseille, c'est le bus 31-32 issu de Médecins du Monde qui est sur le front de la réduction des risques dans les quartiers Nord. Le Caarud dispose d'un bus méthadone qui stationne dans une rue proche de la gare Saint-Charles. Certains riverains apprécient modérément ce point fixe si on en juge par le panneau. Très vite, un attroupement se forme, pour prendre la méthadone ou des pipes à crack, un café, parler de ses problèmes de ressources, de logement, pour discuter aussi entre usagers. Trajectoires multiples. La plupart dorment dans la rue, l'association dispose de quelques chambres d'hôtel pour passer un mauvais cap, mais les places sont chères. L'ambiance est plutôt détendue et conviviale quand brutalement un incident survient : sur le trottoir, un usager reçoit un violent coup de poing au visage asséné par un compatriote géorgien. Le bus quitte précipitamment le lieu, pour marquer le coup : ici, la violence n'est pas tolérée. On emmène le blessé.

À Frais Vallon, dans le 13^e et 14^e arrondissement de Marseille, la multiplicité des sites de revente et de consommation et leur éparpillement impliquent un travail de maraude à la rencontre des usagers. Yann et son équipe connaissent tous les lieux fréquentés. Quand les usagers ne sont pas là, la présence de seringues au sol les authentifie comme des petits cailloux laissés pour jalonner notre parcours. Dans les parkings bien sûr, les décharges, notamment celle derrière la pharmacie qui fournissait plusieurs milliers de kits avant un changement de propriétaire... Plus insolite, on en trouve aussi dans les issues du beau théâtre du Merlan, scène nationale, dont le projet est axé « *autour des valeurs de présence, d'ouverture et de partage dans le but de remettre l'art et les artistes au plus proche du territoire et de ses habitants* » ! Au Merlan encore, on en trouve dans les buissons, les parcs, aux abords du commissariat. **Dans un réservoir désaffecté tout proche, c'est une véritable salle de consommation qui a été improvisée par les usagers. Le flux est continu : on y entre deux par deux, les autres attendent leur tour, comme si une certaine confidentialité devait être respectée. Assez glauque, la salle de consommation est à l'abri des regards, il y a même un récipient pour mettre les seringues, l'équipe y laisse un récupérateur plus adapté, service minimum.** Bien sûr, les seringues sont récupérées par l'équipe de maraude comme 25 000 autres chaque année.

L'association aimerait bien monter ici une vraie salle de consommation à moindres risques. Le projet va peut-être aboutir, certains élus de la Ville y sont favorables et Béatrice Stambul, présidente de l'association, toujours militante après des années de combat, y croit. L'équipe voudrait bien y croire aussi, mais tant de projets ont dû être abandonnés, faute de moyens financiers et humains, car le turn-over des salariés est élevé, parfois signe de découragement devant l'ampleur de la tâche : une population difficile, d'une précarité absolue, sans emploi ni domicile pour la plupart, souvent d'origine étrangère maîtrisant mal le français, avec bien souvent des comorbidités psychiatriques. Autant d'ingrédients qui font facilement monter les tensions et la violence, qui peut éclater à tout moment, dans la rue ou dans le centre.

Trois lieux, trois équipes, trois populations, mais trois points communs : une précarité dont il est difficile de savoir si c'est la cause ou la conséquence de l'addiction aux substances, un climat de stigmatisation vis-à-vis des usagers et par extension vis-à-vis de ceux qui s'en occupent, un combat pour le droit de ces hommes et de ces femmes pour leur permettre de vivre dans la dignité. Le rôle des décideurs politiques est essentiel pour montrer le cap et donner un cadre structurant sur lequel les équipes de la réduction des risques peuvent s'appuyer pour remplir leur mission et monter des projets nouveaux sans crainte. Inciter les acteurs à initier des recherches et des actions innovantes et leur en donner les moyens humains et financiers pourrait redonner aux Caarud l'impulsion dont ils ont cruellement besoin.

Remerciements

Thierry Lematte, Jeanne Gougeon, Pascal Perez (Sevran), Kujtim Kaci, Léon Gomberoff (la Colline), Yann Granger, Béatrice Stambul (Marseille)